ENSEMBLE
LA LETTRE D'INFORMATION

Mensuelle / Juillet 2013 - N° 36

Région Rhône-alpes
GROUPE FRONT DE GAUCHE
ENSEMBLE, Communistes, Parti de Gauche, Gauche Unitaire et Partenaires

EDITO

PAR GILLES RAVACHE,

Désormais ce sont les régions qui assumeront la gestion des fonds structurels européens. Pour la période 2014-2020 ils seront probablement en diminution par rapport aux années passées. La faute à l'obsession des gouvernements de l'UE de faire baisser les budgets. De plus la logique de concentration voulue par la Commission européenne vise à favoriser les plus grosses entreprises, les plus gosses collectivités au nom de la compétitivité. Lors de sa dernière session le Conseil régional a adopté ses priorités adressées à la Commission européenne. Nous avons insisté pour que la région gère ces fonds afin de corriger les inégalités sociales et territoriales, soutenir les plus petits. Sinon à quoi bon. Mais avec des fonds réduits et une logique européenne inverse il va falloir une volonté farouche, il va falloir qu'élus locaux, salariés, citoyens y veillent attentivement.

Sur notre intervention le dossier qui prévoyait la réduction du budget pour les bourses Explora Initial (bourses pour les séjours de formation à l'étranger des lycéens professionnels ou apprentis) a été retiré de la commission permanente. Quand on est de gauche on n'économise pas sur le soutien à ces jeunes d'origine modeste !

Nous avons aussi fait retirer le dossier de financement de la halle de la Martinière à Lyon. Ce marché alimentaire couvert, accueillait jusqu'à présent des producteurs locaux. La municipalité de Lyon a décidé de céder cet équipement public à un privé qui en plus demande des subventions aux collectivités locales, dont la région. Un marché de dupes !

Pour lire la suite, cliquez ici

Sommaire

-Retour sur session.....p.2-4
-KEM ONE.....p.2
-Lyon-Turin.....p.3
-Fonds Européens/Lycées.....p.4
-le coup de gueule de.....p.5
-En direct du Sénat.....p.6
-Hommage.....p.7
-Agenda rentrée.....p.8

Contact :

Groupe Front de Gauche, Ensemble, Communistes, Parti de Gauche, Gauche Unitaire et Partenaires
Région Rhône-Alpes
1 esplanade François Mitterrand - CS 20033 - 69269 LYON CEDEX 02
Tel : 04 26 73 40 95
Fax : 04 26 73 14 67
Site Internet: www.frontdegauche-rhonealpes.fr
E-mail :contact@frontdegauche-rhonealpes.fr

BEL ÉTÉ À TOUS, RENDEZ-VOUS EN SEPTEMBRE POUR UNE RENTRÉE FORTE EN ÉNERGIES MILITANTES!

RETROUVEZ TOUTE NOTRE ACTUALITE SUR INTERNET

www.frontdegauche-rhonealpes.fr
&
Page Facebook
Twitter

ZOOM sur...

Région Rhône-alpes GROUPE FRONT DE GAUCHE ENSEMBLE, Communistes, Front de Gauche, Gauche Unitaire et Partenaires

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Groupe des élu-es de la Région Rhône-Alpes

POUR UN SOUTIEN A UN PROJET DE REPRISE PERENNE DU GROUPE KEM ONE

Lors de la dernière assemblée plénière régionale, les élus régionaux de la majorité, sur proposition du groupe Front de gauche, ont souhaité interpeller le gouvernement sur les possibilités d'une reprise pérenne du groupe Kem One et sur l'urgence de mettre en œuvre des mesures en ce sens. Ces propositions qui prennent la forme d'un vœu (bien que non présenté), nous les avons adressées à l'attention du Président de la République, du Premier Ministre, du Ministre du redressement productif et du Préfet de Région.

Les élus présents lors de la conférence de presse du 19 juin sur le site de Kem One à St Fons

VŒU

Au regard des éléments exposés, des différentes études pointant l'utilité pour le pays de la filière vinylique et de KEM ONE, démontrant que l'activité est rentable, alertant sur l'impact économique et social que provoquerait le démantèlement de la filière, des destructions d'emplois directes ou induites sur nos territoires en cas de fermetures de sites, de la responsabilité qui incombe à tous les élus d'œuvrer pour la sauvegarde de cette industrie dans un contexte de gravité de la situation de l'emploi.

Le Conseil Régional Rhône-Alpes demande au Président de la République, au gouvernement d'engager sans plus attendre tous les moyens de l'Etat pour :

- Favoriser la constitution d'un consortium d'industriels ayant une partie de leurs activités liées à KEM ONE. (ARKEMA, TOTAL, etc.)
- Oeuvrer dès à présent pour qu'une cession globale de l'activité du Groupe KEM ONE soit réalisée en préservant toute tentative d'une »vente à la découpe » ou partielle qui fragiliserait la filière et ne favoriserait que des intérêts particuliers.
- Soutenir un projet articulé prioritairement autour d'un industriel afin de pérenniser l'activité et d'exclure toute reprise par un fonds de pension qui ôterait toute vision stratégique à moyen ou long terme indispensable à la survie de cette filière.
- Mobiliser l'ensemble des moyens financiers publics, dont BPI France (FSI et fonds régionaux) qui permettent d'envisager toutes les solutions (participation au capital, prêt, garantie d'emprunt) pour faciliter une solution industrielle, avec une vraie stratégie de long terme, et d'éviter ainsi toute cession hasardeuse pouvant nuire à la pérennité du projet et s'assurer du suivi des investissements en faveur de la transition écologique de cette filière.

Pour en savoir plus, cliquez ici

Transport

DÉBAT SUR LA LIAISON FERROVIAIRE TRANSALPINE LYON-TURIN

PAR ANTOINE FATIGA,

Nous avons eu lors de la dernière assemblée plénière, un long débat sur la transition énergétique. Je rappelle que les transports restent les grands oubliés de la transition énergétique. Ce choix est très politique, le gouvernement pourrait acter le changement de suite… Pourrait, car ce n'est pas du tout contenu dans le document de pure communication de ce 9 juillet 2013 intitulé Investir pour la France et qui fait suite au rapport Duron-mobilité 21, il commence par objectifs compétitivité et transition écologique, ce qui ne va déjà pas ensemble et en le lisant, on le constate que seul le premier objectif reste..
De plus, comme le dit la FNAUT : le gouvernement a retenu le scénario 2 proposé par la commission Mobilité 21.

Ce scénario manque d'ambition, il s'agit davantage de rattrapage que de préparation de l'avenir. D'autre part, le scénario 2 comporte la réalisation de 8 projets autoroutiers dont l'A45 et l'A31bis, en concurrence frontale avec des axes ferroviaires chargés. Ces projets, pour certains en milieux urbains, sont nocifs pour l'environnement et totalement contradictoires avec la «transition écologique et énergétique» préconisée par le gouvernement.

Car, il faut le souligner les transports sont les premiers responsables de la croissance des gaz à effet de serre (25%). En France, 60% des véhicules roulent au gas-oil, les gaz d'échappement de ces moteurs sont passés dans la catégorie cancérogènes prouvée.

Les énergies fossiles représentent aujourd'hui 69% de l'énergie finale consommée en France et les transports consomment près de la moitié de cette énergie (44%). Ils sont assurés à 92% par du pétrole.

Au niveau européen, les coûts externes des transports (congestion, pollution, effets sur la santé, etc) sont chiffrés à 650 milliards d'€uros et pour la France à 87 milliards dont 92% issus du monde routier. Dans le cadre d'un coût global pour le transport de marchandises : le fret ferroviaire est 4 fois moins coûteux que le routier et 15 fois moins

que l'avion.

Pourtant, la politique de report modal, la situation du fret ferroviaire, les services publics sont sacrifiés sur l'autel du moindre coût, de la rentabilité de l'austérité. L'écologie, c'est fini!! Nous ne nous laisserons pas mener en bateau…

En effet, souvenons-nous en 2001, le ministre des transports de l'époque, (en ce temps, le gouvernement faisait ce qu'il disait…), ambitionnait de multiplier le fret ferroviaire sur le territoire français par 2 et pour les traversées alpines par 4.

Et pour concrétiser cela, il avait passé commande de 6 000 nouveaux wagons et de nouvelles locomotives. Il passait à l'époque sur l'axe ferroviaire de la Maurienne autour de 11 millions de tonnes.
Oui, à l'époque, comme on dit, il y avait une politique des transports, elle était favorable aux modes alternatifs et donc au ferroviaire…

Ensuite changement de gouvernement et changement de politique et depuis la part du transport des marchandises par voie ferré ne cesse de baisser.

Même si depuis, 2002, grandes déclarations, grand Grenelle, débat sur la transition énergétique.
Résultats : il ne passe plus en Maurienne qu'environ 4 millions de tonnes de marchandises par le mode ferré (il a été divisé par 3..), le système ferroviaire français est complètement déstructuré, déréglementé, le fret ferroviaire SNCF vit peut-être ses dernières heures. Le libéralisme est passé par là. Un bon nombre d'acteurs le disent, il faut réunifier le système et rééquilibrer les modes.

Par contre, depuis des années, c'est jackpot pour le mode routier et les chargeurs :
- le PTAC des camions est passé de 40 à 44 tonnes.

Pour voir la suite en vidéo, cliquez ici

Organisation générale, finances

STRATEGIE REGIONALE DE GESTION DES FONDS EUROPEENS 2014-2020

PAR Gilles RAVACHE,

Par cette délibération le Conseil régional va décider de prendre la gestion des fonds stratégiques européens, Fond européen de développement régional (FEDER) et Fond européen agricole pour le développement rural (FEADER), une partie du Fond social européen (FSE) ainsi que les programmes plurirégionaux et de coopération territoriale.

Cette possibilité a été ouverte en deux temps. La déclaration du 12 septembre 2012 qui est une déclaration commune du Président de la République et des présidents de régions, et non pas une déclaration Etat/Région qui aurait nécessité que le Conseil régional en délibère auparavant pour en donner le mandat au président. Ensuite c'est une circulaire du Gouvernement, signée par le Premier ministre le 19 avril 2013, qui a officialisé le transfert aux régions de la gestion des fonds européens.

C'est donc la première fois que le Conseil régional est amené à se prononcer.

Pour le groupe Front de gauche la seule question à laquelle nous devons répondre est de savoir en quoi la gestion de ces fonds par la région permettra de mieux faire face à la crise, de mieux faire reculer le chômage et les inégalités sociales et territoriales que s'ils restaient gérés par l'Etat central.

Il n'est pas facile de répondre à cette question et ni le gouvernement ni le rapport présenté ne s'y essaient une seconde.
D'abord parce que les fonds européens ont apporté, ces dernières années, un soutien utile à des projets voulus par la région.

Sans doute parce que l'Union européenne connaît une crise majeure.

Pour voir la suite en vidéo, cliquez ici

Lycées

POLITIQUE IMMOBILIERE DES LYCEES PUBLICS AVENANT N°2 AU PPI 2012-2015

PAR PATRICE VOIR,

Une étude sociologique fait grand bruit en ce moment en établissant une corrélation entre le prénom et la réussite au baccalauréat. Elle établi en effet un tableau des prénoms les plus représentés parmi les candidats au baccalauréat 2012 dans les filières générales et technologiques. «On retrouve ainsi beaucoup d'Aliénor en filière L, d'Augustin en S et de Sixtine en ES. Des prénoms 'bourgeois", au charme désuet à la mode dans les populations aisées. A contrario, les trois principales filières technique, STG STI2D et ST2S, récoltent au sein de leur effectifs de nombreuses Alison, Teddy ou encore Ahmed et Dounia. Le bac technologique voit chez ses candidats une surreprésentation de prénoms issus des classes dites "populaires". Si celle-ci peut prêter à sourir de prime abord, elle nous rappelle une réalité loin d'être amusante : les clivages sociaux, sexuels et ethniques persistent dans nos lycées. Dans le même temps la part des enfants d'ouvriers ou d'employés accédant à l'enseignement supérieur diminue.
Redonner sa fonction émancipatrice à l'Ecole de la République est donc un impératif.

Dans le précédent mandat sous la vice présidence de Marie-France Vieux-Marcaud nous avons engagé un milliard € en six ans. Ce fut un tournant.

Si les engagements pris à cette période ont permis de donner un nouveau visage aux lycées de Rhône-Alpes - et je me souviens comme les besoins étaient immenses à ce moment là - nous savons tous que le travail à fournir est encore loin d'être achevé et que le PPI 2012-2015 n'y suffira pas.

Pour voir la vidéo, cliquez ici

LE COUP DE GUEULE DE...

Danielle LEBAIL

Le maintien de la présence du service public de l'INAO (Institut national de l'origine et de la qualité) est incontournable tant ce service est indispensable et utile pour la protection de nos territoires ruraux et des filières agricoles.

A une époque où l'on se retrouve à manger du cheval venu d'on ne sait où, plus que jamais la traçabilité , la qualité et l'origine portés par les labels sont incontournables.

Dans notre région passer de 4 à 2 antennes (ce qui annonce la suppression de l'antenne de Villefranche) est absolument inadmissible. Cela remet en cause la proximité territoriale de l'institut, qui lui permet de poursuivre un travail quotidien efficace en lien avec les porteurs de projets que sont les professionnels. Les agents de l'INAO par leur présence sur le territoire maitrisent les problématiques qui lui sont propres. C'est cela qui assure les garanties de l'origine et de la qualité de nos produits.

Si d'aventure cette fermeture se confirmait les professionnels seraient dans l'obligation de se déplacer en région Bourgogne ou PACA pour défendre leurs dossier. Ce serait très préjudiciable à la bonne avancée des demandes.

Mais je suis consciente que cette réduction drastique de moyens s'inscrit dans une logique que nous dénonçons depuis longtemps elle s'appelle l'austérité budgétaire dont les premières victimes sont les salariés du service public et derrière les habitants du territoire.

Je me réjouis de voir la droite défendre enfin le service public après l'avoir tant démoli et espère la retrouver à nos côtés lorsqu'il faudra s'opposer aux fermetures de postes, de gares…

François JACQUART

ARNAUD MONTEBOURG A PREFERE SE RENDRE A LA FINALE DE LA COUPE DE FRANCE DE FOOTBALL QUE D'HONORER SON ENGAGEMENT AUPRES DES SYNDICALISTES ARDECHOIS !

Encore une occasion manquée pour Arnaud Montebourg de renouer le dialogue avec les Ardéchois.

Alors que celui ci avait accepté, à ma demande, de recevoir une délégation syndicale, lors de sa visite à Annonay aux côtés du Premier Ministre et que la délégation l'attendait patiemment, celui ci s'est dérobé préférant se rentre au stade de france pour assister à la finale de la coupe de France de foot.

Monsieur Montebourg avait pourtant, avant les élections, trouvé le temps de se rendre au Cheylard pour rencontrer les salariés de Chomarat.

Depuis, malgré les demandes répétées, le Ministre du redressement productif ne s'est plus déplacé en Ardèche, ni pour les salariés de Calixte, ni pour ceux des Bijoux GL.

Pourtant l'Ardèche paye le prix fort en terme d'augmentation du chômage.

J'espère que ce coup de gueule lui arrivera aux oreilles et que rapidement il trouvera un petit moment pour payer sa dette auprès des ardéchois.

C'est quand vous voulez monsieur le Ministre, nous, nous ne vous ferons pas faux bond…

Pour accéder au blog de l'élu, cliquez ici

NOUS REFUSONS LA CONCENTRATION DES POUVOIRS LOCAUX

Cécile CUKIERMAN,

Le groupe communiste, républicain, citoyen a voté contre la loi de « modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles » qui a été adoptée au Sénat. Seuls les groupes socialiste et Radical, ont voté pour ce texte, accompagnés de centristes et de quelques élus UMP. C'est finalement grâce à la bienveillante abstention des autres qu'une minorité c'est transformée en majorité. Certes le texte adopté par le Sénat comporte des modifications substantielles au regard du projet gouvernemental. Sous la pression des mécontentements, mais sans l'accord du gouvernement, le Sénat a modifié le rôle et la place de la Conférence territoriale et supprimé le Pacte de gouvernance. Nous nous en félicitons. Dans le même temps les articles concernant l'intercommunalité en région parisienne et l'installation d'une Métropole du Grand Paris ont disparus. Le caractère autoritaire de l'achèvement de l'intercommunalité, et les tailles extravagantes envisagées des futures EPCI ont été largement rejeté par le sénat.

Cependant tous les autres articles sur le développement des Métropoles et de leurs compétences, ainsi que ceux créant les Métropoles de Lyon et de Marseille, demeurent.

En amplifiant le mouvement engagé par la loi de 2010, que la gauche avait combattue, le texte du Sénat renforce l'intégration des communes, organise leur évaporation et déstabilise nos départements et nos régions.

D'autre part, nous constatons avec regret qu'aucune préoccupation soulevée par les élus locaux, au cours des Etats généraux organisés par le Sénat, n'a été entendue et qu'en concentrant les capacités de développement sur certains territoires, cette loi met en cause un aménagement équilibré de notre pays.

En fait de texte de décentralisation, c'est une loi de concentration des pouvoirs locaux conforme au traité de Lisbonne sur la métropolisation concurrentielle des grandes villes européennes et aux recommandations de Bruxelles, pour réduire la dépense publique, dans le cadre du Pacte de Stabilité.

Nous contestons, d'autant plus, ces profondes modifications de nos institutions locales, que tous nos amendements donnant la parole au peuple ont été rejetés.

Pour lire la suite, cliquez ici

PÉTITION "MA COMMUNE, J'Y TIENS"

COLLECTIF POUR UN RÉFÉRENDUM LOCAL SUR LE PROJET DE MÉTROPOLE D'INTÉRÊT EUROPÉEN DE LYON

LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE RÉFORME DES INSTITUTIONS "L'ACTE 3 DE LA DÉCENTRALISATION ", VÉRITABLE "BIG BANG" DES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES.

LA CRÉATION DE L'EUROMÉTROPOLE LYONNAISE EST INSCRITE DANS CE PROJET DE LOI. L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT SUR LE TERRITOIRE RHODANIEN EST REMISE EN CAUSE AVEC LA PARTITION DU DÉPARTEMENT EN DEUX. L'EUROMÉTROPOLE, CONCENTRANT MOYENS ET POUVOIRS, MET EN PLACE LA SUPRACOMMUNALITÉ MENAÇANT L'EXISTENCE DES COMMUNES.

MA COMMUNE, J'Y TIENS.

LES CITOYENS CONCERNÉS DOIVENT ÊTRE CONSULTÉS. LES RHODANIENS DOIVENT AVOIR LE DERNIER MOT

C'EST POURQUOI JE DEMANDE L'ORGANISATION D'UN RÉFÉRENDUM LOCAL

Pour signer la pétition, cliquez ici

À ROLAND ANSELMET...

par PATRICE VOIR,

Ce mercredi 3 Juillet Roland a fermé définitivement les yeux sur ce monde qu'il n'a cessé de vouloir humaniser. Sa disparition nous remplit de tristesse.

Dans ce moment de douleur, de chagrin, je veux transmettre, au nom des communistes de l'Isère, à Yvette, Fabien, Denis et à ses petits enfants toute notre sympathie, notre fraternité et vous dire que nous partageons votre peine.

Roland est né le 1er Décembre 1921 à Paris où son père était chauffeur de taxi. Au moment de la crise économique des années 1930 ses parents qui ont hérité d'une maison et de terres reviennent vivre à Bonneval-sur-Arc en Savoie. Roland y obtient son certificat d'études primaires, puis travaille comme cultivateur avec eux.

Pour avoir pénétré sans passeport dans la zone occupée par les troupes italiennes, Roland est arrêté une première fois par la police italienne en décembre 1940 et relâché le lendemain. Il effectue son service militaire dans les chantiers de jeunesse de novembre 1942 à mai 1943. En contact avec l'Armée secrète, il est à nouveau arrêté, sur dénonciation, par les Allemands le 18 mars 1944 pour avoir refusé de se rendre travailler en Allemagne. Interrogé par la guestapo, il nie avoir été convoqué pour partir au STO et est finalement relâché de la prison de Saint-Jean-de-Maurienne le 25 mars 1944 en même temps que d'autres cultivateurs arrêtés avec lui. Il rejoint la Résistance et le maquis à Bonneval-sur-Arc, « le seul village de Haute-Maurienne qui n'ait pas été brûlé par les nazis ». Il participe aux luttes de la Libération à Bonneval-sur-Arc du 22 août au 15 octobre 1944 dans les Forces françaises de l'Intérieur.

A la libération Rolland entre à la SNCF à Bourg-en-Bresse, adhére au syndicat CGT des cheminots et au PCF, puis muté à Grenoble le 1er août 1947, Il occupe de nombreuses responsabilités :
Membre du comité fédéral de l'Isère de 1948 à 1985, membre du bureau fédéral de 1949 à 1982 et du secrétariat fédéral de 1952 à 1965. Entre 1956 et 1964, il est chargé de la rédaction et de la fête du Travailleur alpin.
C'est à l'école centrale du parti qu'il rencontre Yvette son épouse. De leur union naîtrons Fabien et Denis dont les parcours feront à juste titre la grande fierté des parents.
Roland Anselmet est élu conseiller municipal de Grenoble sous le mandat de Léon Martin de 1953 à 1959, puis de 1977 à 1983 il est adjoint au maire Hubert Dubedout, chargé des questions liées à la Voie publique il met en place les première rues piétonnes au centre ville et instaure la gratuité du stationnement en août, il est membre de la commission préparant la réalisation de la première ligne de tramway à Grenoble.

Militant syndical, délégué du personnel catégorie Employés pour la Région de Chambéry, délégué au Comité du travail, il a participé aux grandes grèves de 1947, 1948 et 1953 et fait l'objet de plusieurs sanctions.
Il est aussi un militant de nombreuses associations comme le Mouvement de la Paix, l'Union de défense des habitants du quartier des Eaux claires de Grenoble dont il est membre fondateur, l'association France-URSS ...
Encore Responsable il y a quelques années du collectif des Vétérans du parti, Roland a marqué les camarades par ses très nombreux talents (il parait même que dans sa jeunesse il a pratiqué la boxe) de sa jeunesse d'ailleur il laisse un livre écrit en 2004, « Bonneval sur Arc »
Nous avons tous gravé à jamais dans notre mémoire ce « Temps des cerises » qu'il chantait comme personne.

Lorsque j'étais secrétaire départemental Roland était pour moi un appui essentiel ; Il passait très régulièrement me voir pour partager son analyse, toujours juste, et ses points de vue qui nourrissaient une réflexion toujours pertinente. Très attaché à son parti Roland avait une vision obtimiste et raisonnée de l'avenir. Nous pouvons dire plutôt qu'il alliait parfaitement le pessimisme de la raison à l'optimisme de la volonté. Son intelligence, et sa riche expérience s'accompagnait d'une grande gentillesse et d'une extrême modestie.

Je veux assurer à Yvette, à Fabien et Denis, aux petits enfants le soutien de tous les communistes dans ces moments difficiles.

Rolland ton exemple reste précieux pour nous qui continuons ton combat. Louis Aragon a dit « il ne faut pas pleurer les morts il faut les continuer »
Rolland pour tout ce que tu nous as apporté Merci.

APPEL DU 10 SEPTEMBRE POUR LA DÉFENSE DES RETRAITES

Communiqué des organisations syndicales

CGT, CGT-FO, FSU, SOLIDAIRES

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires se sont réunies aujourd'hui sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, de l'avenir des services publics.

Après la conférence sociale et les concertations de l'été, le gouvernement attend le mois de septembre pour donner les grandes mesures qu'il compte prendre.

Ses premières déclarations inquiètent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi, d'autant que le calendrier imposé est très resserré.

Les organisations syndicales ont déjà largement fait part de leur analyse sur le rapport Moreau et les mesures qu'elles ne sauraient accepter : tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public/privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes.

Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes. Il faut sortir des logiques qui ont diminué le niveau des pensions et créé des inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

L'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles aux plus jeunes dont la durée d'études, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois.

Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC.

Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations, dans le système de retraite solidaire.

Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité.

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 septembre 2013, pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement.

A venir...

Université d'été Front de gauche - Les Estivales

24 & 25 août
Grenoble

Sessions des Commisions

5 & 6 septembre

Manifs nationales retraites

10 septembre

Fête de l'Humanité

13, 14, 15 septembre
Parc de la Courneuve

Congrès de l'ARF (Association des Régions de France)

19 & 20 septembre
Nantes

Assemblée Plénière

24 & 25 octobre

Ordre du jour prévisionnel

Débat d'Orientations budgétaires (DOB)

TICPE (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques)

Tarification TER

PNR (Parcs Naturels Régionaux)

Création d'un observatoire de la laïcité

Retrouvez l'ensemble des interventions des élus en séance sur notre site:

AVIS SUR LE PROJET D'EXTENSION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE L'OUEST RHÔNE ALPES (EPORA)

PAR Cécile CUKIERMAN,

GRAND PROJET RHÔNE-ALPES « RHÔNE MÉDIAN »

PAR François AUGUSTE,